Berne: décision courageuse

La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale du canton de Berne a ordonné au pharmacien cantonal de ne plus appliquer toutes les directives de l'ordonnance fédérale sur les médicaments. En effet, cette ordonnance désavantage les drogueries.

Permettre aux pharmacies et à la Migros de vendre des produits que les drogueries ne sont pas autorisées à remettre, voilà qui enfraint la Constitution et donc la loi. Telle est la conclusion de la Direction bernoise de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP). Dans une lettre adressée le 21 janvier aux autorités compétentes, Philippe Perrenoud, directeur de la SAP, a fait savoir qu'il estimait qu'elles agissaient de manière arbitraire. Objets de son mécontentement: les préparations Omida Rubisan resp. Rubiderm, Andreafol resp. Actilife acide folique et Burgerstein EPA resp. Actilife huile de poisson.

Il est inadmissible qu'aussi bien l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) que Swissmedic examinent des produits pratiquement identiques (Andreafol classé médicament de la catégorie D et Actilife acide folique considéré comme un aliment de même que Burgerstein EPA capsules 500 mg classé comme médicament de la catégorie D et Actilife huile de poisson considéré comme un aliment) et tirent des conclusions différentes. Surtout lorsque les principes actifs et la composition sont pratiquement similaires. Philippe Perrenoud conclut que les drogueries du canton de Berne sont désormais autorisées à vendre les produits susmentionnés, sans que ces derniers doivent être transférés dans une autre catégorie de remise.

Les raisons de la plainte

La décision du directeur de la santé publique bernoise porte sur une plainte déposée par la section bernoise de l'Association suisse des droguistes. Le 18 juillet 2006, **Peter Eberhard**, président de la section bernoise, avait demandé au pharmacien cantonal d'accorder aux drogueries du canton de Berne l'autorisation d'acheter et de remettre les produits précités. Aujourd'hui, Peter Eberhard salue la décision courageuse du conseiller exécutif bernois. Il s'agit là d'un des plus importants succès que les

droguistes aient obtenu sur le plan cantonal. Et Peter Eberhard est persuadé qu'il aura aussi des répercussions positives sur le plan national. Lorsqu'on lui demande où il puise la force de se battre inlassablement depuis des années pour les droits de remise des médicaments – on a encore pu le voir en janvier 2009 à l'émission «Kassensturz» de la télévision suisse alémanique – il répond simplement: «Je déteste les injustices – or il y en a quelques-unes dans notre domaine. C'est pourquoi je m'engage en particulier pour les droits des drogueries. Il était aussi important pour moi que les autorités constatent enfin une de ces injustices et réagissent en conséquence.» Autre point important: en tant que président d'une grande section, il a tenu bon et défendu les intérêts des drogueries.

La décision du conseiller exécutif entrera en vigueur le 21 février, après le délai de recours. **Martin Bangerter**, directeur de l'ASD, estime également qu'il est important d'être actif au niveau cantonal et de relever les contradictions qui peuvent survenir dans la loi. Il rappelle: «Sur le plan national, la priorité est que la motion d'octobre 2008 (... suppression de la liste C, élargissement de la liste D) que le Parlement a transmise au Conseil fédéral soit réalisée dans les plus brefs délais.» La décision des autorités bernoises confirme qu'il y a des aberrations dans la répartition des produits thérapeutiques en Suisse et qu'il faut y remédier au plus vite et sans plus de compromis. Le fait que certains cantons autorisent les drogueries à remettre certains produits est certainement un signal positif. Mais le problème ne sera véritablement résolu que lorsque la loi sur les produits thérapeutiques et/ou ses ordonnances prendront vraiment en considération les compétences et la formation des droguistes et qu'ils seront enfin autorisés à remettre tous les médicaments de l'automédication.

Flavia Kunz / trad: cs